

DESHERBAGE DES CANIVEAUX ET DES TROTTOIRS

CONVENTION DE GESTION

entre la Communauté d'Agglomération Seine Eure et la commune de LE VAL D'HAZEY

Entre

La Communauté d'Agglomération Seine-Eure, domiciliée 1 place Ernest Thorel, 27400 LOUVIERS,
Représentée par Monsieur Bernard Leroy, en qualité de Président, dûment habilité aux fins des
présentes par délibération n° 2019-144 du conseil communautaire du 27 juin 2019 et délibération
n° 2024-321 du conseil communautaire du 19 décembre 2024,

Ci-après désignée l'Agglomération,d'une part,

Et

La commune de LE VAL D'HAZEY

Représentée par Monsieur Philippe COLLAS en qualité de maire, dûment habilité aux fins des présentes
par délibération n° du 25 Février 2025,

ci-après désignée la « Commune

d'autre part

L'Agglomération et la Commune sont conjointement appelées les « **Parties** »

IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

Par délibération n°2021-139 en date du 13 juillet 2021, la Communauté d'agglomération Seine-Eure a
procédé, au titre de ses compétences supplémentaires, à la définition de son intérêt communautaire
en matière de création, d'aménagement et d'entretien des voiries et parcs de stationnement.

Cette compétence comprend notamment le désherbage des caniveaux et trottoirs.

En application de l'article L. 5216-5 du CGCT, l'Agglomération peut confier, par convention à une
commune membre, la gestion de certains services ou équipements relevant de ses attributions.
Dans ce contexte, elle peut confier à la commune la réalisation d'activités afférentes à la compétence
voirie, dans une logique de meilleure gestion de proximité.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. OBJET

La présente convention (ci-après « **CONVENTION** »), a pour objet de confier à la Commune la gestion du désherbage des caniveaux et des trottoirs sur les voies d'intérêt communautaires hors parcs et zones d'activité.

Article 2. PERIMETRE DE LA CONVENTION

La Commune exerce les missions qui lui sont confiées sur la voirie communautaire. Elle intervient à ce titre sur les voies relevant du domaine public routier communautaire, situées aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'agglomération et sur les accessoires indissociables de ces voies.

L'activité ainsi définie en objet sera réalisée au nom et pour le compte de l'Agglomération et selon les modalités techniques définies à l'article 4 ci-dessous. La présente convention n'opère en aucun cas transfert de compétence de l'Agglomération vers la Commune.

L'Agglomération demeure autorité organisatrice de la compétence.

Article 3. ENTREE EN VIGUEUR – DUREE

La convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle prend effet à compter du 1^{er} janvier 2025. Elle prendra fin le 31 décembre 2027.

Elle est conclue sans préjudice pour les Parties moyennant le respect d'un délai de préavis de six mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 4. MODALITES TECHNIQUES DE GESTION

La Commune mettra en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation des tâches concourant à la mission qui lui est confiée. A ce titre, elle s'assurera du respect par ses agents ou par les entreprises qu'elle mandate de la réglementation en matière de protection et d'hygiène du travail, du port des équipements de protection individuelle, de sécurité de la circulation routière et de sécurité des travailleurs notamment.

Dans un souci de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures concernées, l'Agglomération pourra solliciter la Commune pour des interventions dont la nécessité résulte d'un défaut de conformité ou de sécurité, d'un constat de défaillance ou dans tous les cas où une inexécution ou une mauvaise exécution serait constatée sur son territoire.

La Commune dispose de la faculté d'assurer en régie la réalisation de la prestation confiée et/ou d'utiliser les contrats dont elle dispose ou de passer de nouveaux marchés publics. La commune informera l'Agglomération du choix opéré et de toute modification qui interviendrait durant l'exécution de la convention.

La Commune prend toutes décisions et actes et effectue toutes tâches matérielles se rapportant à la conclusion des conventions nécessaires à l'exercice de la mission qui lui sont confiées dans le respect des règles applicables auxdites conventions.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention elle fera son effet à compter de la date de résiliation des conventions qu'elle aurait passées pour la réalisation de la mission prévue à l'article 1 sans que l'Agglomération n'en soit inquiétée.

Article 5. INFORMATION DES HABITANTS

La Commune s'engage à informer sa population des modalités de désherbage sur son territoire par toute voie de communication institutionnelle relevant de son choix. Cette communication sera également envoyée par la Commune, à titre d'information, à l'Agglomération.

Article 6. DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 6.01 : Montant de la compensation financière

La Commune réalise la prestation définie à l'article 1, dont les modalités techniques sont détaillées à l'article 4 pour le compte de l'Agglomération dans le respect des règles financières, budgétaires et de la comptabilité publique.

La réalisation de la prestation donne lieu à la compensation financière suivante :

15.000 € toutes charges comprises (Quinze mille euros).

Article 6.02 : Révision

Les prix sont révisés annuellement par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15 \% + 85 \% (ICHT\text{-}construction (n) / ICHT\text{-}F (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence en décembre de l'année n
- Index (o) : valeur de l'index de référence en décembre 2024

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision annuelle est le mois de décembre.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

ICHT- construction = indice INSEE du coût horaire du travail - construction

Article 6.03 : Règlement des dépenses

L'Agglomération procédera au mandatement de la compensation en un versement annuel qui interviendra **le 01 mars de chaque année.**

Article 7. DISPOSITIF DE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La Commune agit au nom et pour le compte de l'Agglomération. A ce titre elle l'informerait de toute difficulté dans la réalisation de la prestation.

Article 8. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

La Commune assume l'ensemble des responsabilités au titre de la gestion de l'activité qu'elle conduit et met en œuvre l'exécution de la présente convention.

A cet égard, elle souscrit toute assurance à même de garantir les risques liés à la gestion de l'activité.

Elle est à ce titre responsable à l'égard des tiers des éventuels dommages de tout ordre résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations telles que définies par la présente convention.

Les réclamations des usagers relatives aux dommages qu'ils pourraient subir du fait des activités menées par la Commune seront traitées et indemnisées par la Commune.

Elle est en outre pleinement responsable, à l'égard de l'Agglomération des éventuels dommages résultant d'engagements ou actions réalisés au-delà des missions qui lui ont été fixées par la présente convention.

Elle transmettra pour information à l'Agglomération une copie des contrats souscrits pour garantir les risques liés à l'exécution de la présente convention.

Article 9. MODALITES DE RESILIATION

Il pourra être mis fin à la présente convention de façon anticipée sur demande de l'une ou l'autre des parties, à l'issue d'une période ferme d'une année, sous réserve de respecter un délai de trois mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de manquement grave de la Commune ou de l'Agglomération à l'une des obligations qui leur incombent, la présente convention sera résiliée de plein droit trois mois après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet. Il en est ainsi dans l'hypothèse où la commune n'aurait pas mis en œuvre, en amont de la prise d'effet de la convention les moyens nécessaires à la bonne réalisation des missions qui lui sont confiées.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention à l'initiative de la Commune ou du fait d'un manquement de celle-ci, elle conservera à sa charge les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés qu'elle aurait passés. Les marchés passés au titre de la présente convention par la Commune ne seront pas transférés à l'agglomération à échéance de la présente convention, quelle qu'en soit la cause.

Article 10. LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre leur différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec, les litiges nés de l'interprétation ou de l'application de la présente convention seront soumis au Tribunal Administratif de Rouen.

Fait à LOUVIERS, en deux exemplaires originaux, le 2025.

La Communauté d'Agglomération Seine Eure

La commune de LE VAL D'HAZEY

Le Président

Le Maire, Philippe COLLAS